

CH - Yverdon-les-Bains, le 3 septembre 2026

Recommandé avec accusé de réception
Cour Suprême des États-Unis d'Amérique
1 First St, NE
Washington, DC 20543
États-Unis

Copies :

- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie (Moscou) (pour information)
- **Conseil de sécurité de l'ONU par l'entremise de la Mission permanent de la Russie à l'ONU** (pour dénonciation)
- Conseil fédéral suisse (pour information)
- Commissions de justice des Chambres fédérales (pour information)
- GRECO – CEDH – ONU (pour information)
- Agences de notation S&P, Moody's, Fitch, Scope, Dagong (pour information)
- Médias internationaux (pour information)

HORODATAGE :

<https://swisscorruption.info/avertissement/#horodatage>
(Chronologiquement par date 2026-09-01)

En ligne avec traduction possible : <https://swisscorruption.info/usa/#all-rights-reserved-f>

En fichier pdf : https://swisscorruption.info/horodatage/2026-09-01_all-rights-reserved-f.pdf

La Cour suprême des États-Unis d'Amérique est garante du respect de la Constitution américaine rédigée en 1787 à Philadelphie par les Pères fondateurs, sous la direction de Georges WASHINGTON.

Entrée en vigueur le 4 mars 1789, elle est la plus ancienne constitution écrite encore appliquée au monde. Elle établit un État fédéral fondé sur une séparation stricte des pouvoirs et un système de freins et contrepoids (checks and balances).

Au regard du comportement du Président actuel des États-Unis d'Amérique, Donald J. TRUMP, force est de constater que l'État de droit et la Démocratie des USA ne sont plus qu'une chimère et que le Pays est en mains d'une Oligarchie criminelle sans foi ni loi. La Cour suprême du Pays a perdu tout contrôle sur ses obligations de préserver la Constitution fédérale et se rend dès lors complice du dictateur va-t-en-guerre dont le seul but est de favoriser la croissance du patrimoine de son organisation familiale et de satisfaire son égo démesuré.

Un comportement parfois semblable à celui d'un homme sénile, égocentrique et nombriliste qui a perdu tout sens du bien et du mal, capable de déstabiliser la paix internationale et les économies mondiales pour parvenir à ses fins. Un criminel qui n'a pas hésité à enlever le dirigeant élu du Venezuela (Pays souverain) pour y placer une de ses « groupies », dans le but de prendre le contrôle des richesses du Pays, comme l'avait fait CLINTON avec l'URSS en 1996 <https://swisscorruption.info/le-parrain>. Une pratique à répétition pour TRUMP et sa clique, après le génocide consenti en faveur de son maître le Sioniste sanguinaire Benjamin NETANYAOU. Après ses menaces de vouloir faire du Canada le 51^e État américain. Après avoir déclaré la guerre à l'Iran sans qu'aucune raison ne l'ait justifiée, hormis obéir à son maître sioniste. Après avoir menacé d'intégrer l'État souverain du Groenland et enfin après avoir menacé mon Pays, la Suisse en ces termes :

«J'ai le droit absolu de rompre toutes les relations commerciales avec un pays comme la Suisse».
« Alors pourquoi sont-ils considérés comme un pays de premier ordre, si je peux rompre nos relations commerciales à tout moment et les empêcher de fonctionner ? » (BLICK 20.08.2026).
«Tout ce que j'ai à faire, c'est de dire : je ne veux pas de vos montres, je ne veux pas de vos produits», a déclaré Trump. Selon SES calculs, les Etats-Unis pourraient ainsi économiser entre 39 et 41 milliards de dollars. Selon Trump, une telle mesure impliquerait que la Suisse passe du statut de pays d'élite à celui d'un pays confronté à de graves problèmes.
«Heureusement pour eux, je suis quelqu'un de gentil», a ajouté Trump (BLICK 07.08.2026).

En bref : les États-Unis financent leur économie par le blanchiment des royalties FERRAYÉ, menacent leurs alliés par des droits de douane, et alimentent la guerre en Ukraine pour maintenir leur hégémonie.

Il est temps que l'Europe et la Suisse et le Monde en général, appliquent pleinement les taxes GAFA et considèrent les USA comme leur principale menace existentielle et stratégique à long terme !

DÉPÔT SOLENNEL DE RÉSERVES CIVILES

RESPONSABILITÉ DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE DANS L'ESCROQUERIE DES ROYALTIES FERRAYÉ, LE BLANCHIMENT ASSOCIÉ ET LA GUERRE EN UKRAINE

RÉSERVES PUNITIVES – EXÉCUTION IMMÉDIATE EN CAS DE SILENCE

Objet de la présente :

Nous, soussignés, Marc-Etienne BURDET et Daniel CONUS, agissant en qualité de **co-mandataires et bénéficiaires de 50 % des droits de Joseph FERRAYÉ** dans le cadre de l'escroquerie et du blanchiment des royalties sur les brevets d'extinction et de blocage des puits de pétrole (ci-après « l'Affaire FERRAYÉ »), déposons les présentes réserves civiles à l'encontre des **États-Unis d'Amérique**, de ses **Gouvernements successifs depuis 1991**, de ses **agences fédérales (DEA, FED, etc.)**, de ses **Présidents, Secrétaires d'État, Procureurs généraux, Juges de la Cour suprême depuis 1991**, de **Donald J. TRUMP, sa famille et son organisation**, ainsi que de toute personne physique ou morale ayant participé à l'escroquerie, au blanchiment ou à la couverture de ces crimes.

<https://swisscorruption.info/dossier> / <https://swisscorruption.info/le-parrain> /
<https://sovereignty2025.info>

I. RAPPEL DE L'ESCROQUERIE : UN CRIME COMMIS EN DOLLARS AMÉRICAINS AVEC LA COMPLICITÉ DES ÉTATS-UNIS

Dès 1991, les brevets de Joseph FERRAYÉ ont été escroqués par le Gouvernement français (alors sous la présidence de François MITTERRAND, avec la complicité du ministre Dominique STRAUSS-KAHN ex Directeur du FMI) et utilisés au Koweït dans le cadre de l'opération « Tempête du Désert ».
<https://swisscorruption.info/introduction>

Les faits sont documentés par 189 pièces officielles (auditions, conventions, ordres de virement, rapports de police, Auditions de prévenus, enregistrements) disponibles sur
<https://swisscorruption.info/preuves>.

Le montant initial de l'escroquerie s'élève à USD 3'700 milliards (1991-1992). Le transfert de ces capitaux et leur blanchiment ont été effectués **en dollars américains**, avec la **complicité active de la DEA (Drug Enforcement Administration)** et la **bénédiction de la FED (Federal Reserve Bank of New York)**, comme le démontre le dossier « Money Plane » <https://swisscorruption.info/moneyplane>.

II. LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS DANS LE BLANCHIMENT : LA FED, LA DEA, LE GOUVERNEMENT CLINTON ET LE GROUPE HERMITAGE (BROWDER)

A. La FED et la DEA : des instruments criminels au service de l'escroquerie et du blanchiment

- **La DEA** a apposé son sceau sur les transferts de fonds pour les soustraire à tout contrôle (audition MOTTU, pièce 166) <https://swisscorruption.info/royalties/166.pdf>. Son agent **Patrick DAWSON (alias Dave ROWE)** a été condamné en Suisse pour blanchiment avant de reprendre ses activités criminelles <https://swisscorruption.info/dea>.
- **La FED** a imprimé des milliards de billets de 100 USD pour alimenter des avions-cargos quotidiens à destination de la Russie, approvisionnant la **Mafia russe** et les **oligarques corrompus** (dossier « Money Plane », New York Times, 22 janvier 1996). <https://swisscorruption.info/moneyplane>
- **Edmond SAFRA**, propriétaire de la Republic National Bank of New York (RNB), ami intime de l'avocat genevois Marc BONNANT, a été le principal canal de transfert des royalties vers les États-Unis <https://swisscorruption.info/swissleaks>.

B. Le Groupe Hermitage – Bill BROWDER : le blanchiment au service de la déstabilisation de la Russie

William (Bill) BROWDER, cofondateur en 1992 (au moment même de l'escroquerie des royalties) avec **Edmond SAFRA** et **Beny STEINMETZ** du **fonds d'investissement Hermitage Capital Management**, a été l'un des principaux bénéficiaires de ce blanchiment. Il a utilisé ces capitaux pour tenter de prendre le contrôle de l'économie russe (GAZPROM, IOUKOS, etc.) avec la bénédiction du **Gouvernement CLINTON** <https://swisscorruption.info/le-parrain>.

Lorsque Vladimir POUTINE a mis fin à ce pillage des fleurons de l'ex URSS en 2000, BROWDER est devenu l'ennemi juré de la Russie. Il est aujourd'hui Président de la **Commission d'Helsinki**, financée par le Congrès américain, et mène une croisade contre la Suisse et la Russie pour venger la perte de ses milliards <https://swisscorruption.info/browder>.

C. La guerre en Ukraine : une conséquence directe de ce blanchiment et une source de profits pour les USA

Le maintien de la guerre en Ukraine, orchestré par l'OTAN sous la tutelle des USA et du Royaume-Uni, est indispensable aux États-Unis pour :

1. **Maintenir le dollar comme monnaie de réserve mondiale** en contraignant l'Europe à acheter des dollars pour financer l'effort de guerre.
2. **Alimenter le complexe militaro-industriel** en vendant des armes à crédit aux pays européens, qui paieront ensuite en dollars.
3. **Saper l'économie européenne** pour affaiblir ses concurrents et renforcer la domination américaine (comme l'a reconnu l'ancien secrétaire d'État américain Victoria NULAND : « *l'Union européenne ferait mieux de s'occuper de ses propres affaires* » – source : entretien avec David IGNATIUS, Washington Post, 5 février 2015).

Les droits de douane imposés par Donald J. TRUMP à la Suisse et au reste du monde s'inscrivent dans cette même logique : punir les pays qui ne se soumettent pas au diktat américain (39 % de droits de douane), y compris en menaçant la Suisse de sanctions économiques (déclarations publiques actuelles de Donald J. TRUMP citées plus haut).

III. LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ÉTATS-UNIS : PRINCIPAL, INTÉRÊTS ET RÉSERVES PUNITIVES

A. Le préjudice principal (fondé sur la facture de responsabilité civile)

Le blanchiment des royalties FERRAYÉ est estimé à ce jour à **CHF 89'660,11 milliards** (quatre-vingt-neuf mille six cent soixante milliards de dollars), selon la facture actualisée au 30.09.2026.

<https://swisscorruption.info/responsabilites/#facture>.

B. Les réserves punitives (sanctions exemplaires)

Compte tenu de la **complicité active et systématique** des autorités américaines, qui n'ont jamais enquêté malgré trois plaintes officielles (2015, 2016, 2026), et de l'**usage du dollar** comme instrument de blanchiment, nous ajoutons des **réserves punitives** correspondant à **200 % du préjudice principal** :

CHF 89'660,11 milliards × 200 % = CHF 179'320.22 milliards

Total des réserves civiles (principal + punitives) :

CHF 268'980.33 milliards (deux-cent-soixante-huit mille neuf cent quatre-vingts milliards de CHF).

Ce montant pourra être révisé à la hausse en fonction de l'évolution du préjudice, du comportement des Autorités judiciaires et politiques US et des nouvelles révélations.

IV. LES PERSONNES ET ENTITÉS VISÉES PAR LES RÉSERVES CIVILES

Les présentes réserves sont déposées à l'encontre de :

Catégorie	Personnes / entités
Gouvernements successifs	George H.W. BUSH, Bill CLINTON, George W. BUSH, Barack OBAMA, Joseph BIDEN, Donald J. TRUMP – tous les membres de leurs Cabinets, Secrétares d'État (Madeleine ALBRIGHT, Colin POWELL, Condoleezza RICE, Hillary CLINTON, John KERRY, Antony BLINKEN, Marco RUBIO, etc.), Procureurs généraux (Janet RENO, John ASHCROFT, Alberto GONZALES, Loretta LYNCH, William BARR, Merrick GARLAND, Pam BOND, etc.).
Juges de la Cour suprême	Tous les Juges ayant siégé depuis 1991, en particulier ceux nommés par Donald J. TRUMP, pour avoir laissé la Maison Blanche violer la Constitution sans agir.
Agences fédérales	DEA (Drug Enforcement Administration), FED (Federal Reserve Bank of New York), FINCEN, Département d'État, Département de la Défense, CIA.
Donald J. TRUMP, sa famille et son organisation	Donald J. TRUMP, Melania TRUMP, ses enfants (Donald TRUMP Jr., Ivanka TRUMP, Eric TRUMP, Tiffany TRUMP, Barron TRUMP), l'Organisation Trump (The Trump Organization, Trump Taj Mahal, etc.), et toutes les entités ayant bénéficié des fonds blanchis (notamment via Bankers Trust, Citibank, etc.).
William BROWDER, ses associés et Hermitage Capital	William BROWDER, Beny STEINMETZ, Hermitage Capital Management, tous leurs associés et ayants droit.
Les banques américaines	Republic National Bank of New York (RNB), HSBC, Bankers Trust, Citibank, JPMorgan Chase, Goldman Sachs, etc.
Les sociétés de révision	Ernst & Young, KPMG, Deloitte, PwC, Arthur Andersen, BDO, etc. (ayant planifié le blanchiment). Leur inaction constitue une complicité passive et leurs notations ne sont plus crédibles mais au contraire dangereuses pour les Investisseurs
Les sociétés de notation	S&P, Moody's, Fitch, Scope, Dagong (informées du blanchiment et ayant fermé les yeux jusqu'à ce jour).

V. LA GUERRE EN UKRAINE ET LES DROITS DE DOUANE COMME PROLONGEMENT DE L'ESCROQUERIE

A. La guerre en Ukraine : un prolongement du blanchiment

Le Gouvernement américain, sous contrôle de l'État profond, utilise la guerre en Ukraine pour :

1. **Maintenir le dollar comme monnaie de réserve mondiale** – en contraignant l'Europe à acheter des dollars pour financer l'effort de guerre.

2. **Alimenter le complexe militaro-industriel** – en vendant des armes à crédit à l'Ukraine, dont les pays européens devront assumer les créances et paieront ensuite en dollars.
3. **Saper l'économie européenne** pour affaiblir ses concurrents.

Conséquence : la guerre en Ukraine n'est pas une opération de défense de la démocratie. C'est une **opération de maintien de l'hégémonie américaine**, financée en partie par le blanchiment des royalties FERRAYÉ.

B. Les droits de douane contre la Suisse

Les droits de douane imposés par Donald J. TRUMP à la Suisse (39 %) étaient un **acte de chantage économique** visant à punir un pays qui refuse de se soumettre à l'OTAN, de soutenir l'Ukraine et de voter contre la Russie à l'ONU (cf. résolution du 16 décembre 2021 condamnant le nazisme, où la Suisse s'est abstenue, **USA et Ukraine ont voté contre** – <https://swisscorruption.info/confederation-ch/#nazisme>).

Conséquence : les États-Unis utilisent leur puissance économique comme une arme de représailles contre les pays souverains, en violation du droit international et des règles de l'OMC.

VI. CONCLUSIONS ET MISE EN DEMEURE

En conséquence de ce qui précède, nous mettons solennellement en demeure la Cour suprême des États-Unis, le Gouvernement des États-Unis et toutes les autorités américaines de :

1. **Reconnaître officiellement** la responsabilité des États-Unis dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties FERRAYÉ.
2. **Ouvrir une enquête** sur les rôles de la DEA, de la FED, de la Maison Blanche, et de tous les acteurs identifiés.
3. **Saisir immédiatement** tous les avoirs de Donald J. TRUMP, de son organisation, de sa famille, et de tous les autres acteurs visés, pour le montant de **CHF 268'980.33 milliards. Cette saisie doit s'appliquer à tous les biens de la famille TRUMP dans le monde, y compris ses propriétés en Écosse, en Irlande et aux Émirats arabes unis (Dubai, etc.)**
4. **Réformer** le système judiciaire américain pour garantir que de tels crimes ne se reproduisent plus.
5. **Mettre fin** à la guerre en Ukraine, cesser les menaces contre la Suisse, et rétablir des relations commerciales équitables avec les pays souverains, sans chantage ni droits de douane punitifs.

Délai : 20 jours à compter de la notification de la présente.

Conséquence du silence ou du refus :

Passé ce délai, les réserves civiles seront **exécutoires de plein droit**. Nous saisirons la **Cour pénale internationale**, le **Conseil de sécurité de l'ONU**, et toutes les instances internationales compétentes pour faire constater la faillite morale et financière des États-Unis.

VII. RÉSERVES PUNITIVES SPÉCIFIQUES (pour chaque entité)

Entité	Montant des réserves (CHF)	Base juridique
Donald J. TRUMP (personnellement et solidairement avec son organisation)	CHF 10'000 milliards	Complicité active dans le blanchiment (art. 305 ^{bis} CP, art. 260 ^{ter} CP) – utilisation de la Maison Blanche pour protéger et faire fructifier son patrimoine personnel
La Maison Blanche (Cabinet TRUMP)	CHF 50'000 milliards	Complicité active dans le chantage économique (droits de douane), la guerre en Ukraine, les menaces et attaques contre des Pays souverains

Entité	Montant des réserves (CHF)	Base juridique
La FED (Federal Reserve Bank of New York)	CHF 50'000 milliards	Impression massive de dollars pour le blanchiment (dossier Money Plane)
La DEA (Drug Enforcement Administration)	CHF 20'000 milliards	Complicité active dans le transfert des fonds escroqués
Le Gouvernement CLINTON (Bill et Hillary CLINTON)	CHF 30'000 milliards	Complicité active dans le blanchiment, grâce présidentielle de Marc Rich (325 ans de prison)
Le Gouvernement OBAMA (Barack OBAMA et Loretta LYNCH)	CHF 10'000 milliards	Inaction face aux plaintes déposées en 2015 et 2016
Le Gouvernement BIDEN (Joseph BIDEN et Hunter BIDEN)	CHF 10'000 milliards	Complicité active dans la guerre en Ukraine et le blanchiment via BURISMA
La Cour suprême des États-Unis	CHF 5'000 milliards	Inaction face aux violations de la Constitution depuis 1991
William BROWDER, ses Associés & Hermitage Capital	CHF 5'000 milliards	Blanchiment actif via Hermitage Capital Management
Edmond SAFRA (succession, famille et entités, ainsi que toutes les banques ayant repris ses actifs (HSBC, J. Safra Sarasin, etc.))	CHF 5'000 milliards	Blanchiment via la Republic National Bank of New York et HSBC

VIII. DISPOSITIONS FINALES

Nous nous réservons le droit de :

1. Compléter les présentes réserves en fonction de l'évolution du préjudice.
2. Ajouter d'autres personnes physiques ou morales à mesure que l'enquête progresse.
3. Porter les présentes réserves à la connaissance des agences de notation, des investisseurs internationaux, et du public, pour que tous sachent que les États-Unis sont structurellement insolubles.

Le temps du silence est révolu. Le temps de la justice est venu.

Nous ne reculerons pas. Nous ne nous taisons pas. Nous ne renoncerons pas.

L'histoire jugera. Nous avons horodaté ce document. Il est opposable à la postérité.

Sous toutes réserves, et sauf à parfaire.

Yverdon-les-Bains, le 3 septembre 2026

Marc-Etienne Burdet

Daniel Conus

Annexes

- | | |
|--|---|
| 1. Dépôt de réserve civile (3 septembre 2026) | (attached) |
| 2. Plainte pénale du 1er juin 2026 (crime organisé) | https://swisscorruption.info/horodatage/2026-06-01_mpc_ch-crime-organise.pdf |
| 3. Demande d'une Task force adressée au DDPS (1er juin 2026) | https://swisscorruption.info/horodatage/2026-06-01_mpc_ddps-task-force.pdf |
| 4. Facture au titre de la responsabilité civile (89 660,11 milliards de CHF) | https://swisscorruption.info/responsabilites/#facture |
| 5. Dossier complet (189 éléments de preuve) | https://swisscorruption.info/dossier / https://swisscorruption.info/preuves |
| 6. Dossier « Money Plane » | https://swisscorruption.info/moneyplane |
| 7. Dossier « Le Parrain » (rôle des États-Unis dans le blanchiment d'argent russe) | https://swisscorruption.info/le-parrain |